

Unité Départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 18 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERL ARC ATLANTIQUE

7 rue de la Jeannaie Maroué
BP 60328
22400 Lamballe-Armor

Code AIOT : 0005500061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement COOPERL ARC ATLANTIQUE implanté ZI de Grâces 20 rue de Kerbost 22200 Grâces. L'inspection a été annoncée le 11/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 11/12/2023, un départ de feu s'est déclaré au niveau du moteur de l'élévateur E02 équipant le stockage de grains exploité par la société COOPERL Arc Atlantique sur le site de Grâces. A l'issue de l'intervention du SDIS22, l'exploitant a prévenu l'inspection des installations classées de la DREAL qui s'est déplacée sur site le 12/12/2023 afin d'évaluer la situation et les mesures prises par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERL ARC ATLANTIQUE
- ZI de Grâces 20 rue de Kerbost 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005500061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Anciennement exploitée par la société LEMEE, le site de stockage de céréales situé sur la commune de Grâces est désormais exploité par la société COOPERL Arc Atlantique (courrier du 29/11/2022 informant la préfecture des Côtes d'Armor de ce changement d'exploitant).

Cette installation est constituée d'un silo vertical de type « Palplanches » de capacité 10 051 m³ (régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2a) et d'un silo plat d'une capacité de 18 627 m³ (régime déclaratif au titre de la rubrique n° 2160-1a), positionné au sein de l'ancienne usine d'aliment pour animaux dont l'activité a été stoppée depuis 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Information de l'inspection en cas d'incident,
- Prévention des risques d'explosion et d'incendie, mesures de protection,
- Poussières,
- Consignes de sécurité et procédure d'exploitation,
- Formation des personnels,
- Documents de l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Description de l'évènement du 11/12/2023 :

A son arrivée sur site, le conducteur de l'installation COOPERL de Grâces fait le tour des locaux et programme les différents transferts de céréales entre les silos de stockage et les boisseaux de déchargement en fonction de l'ordre des commandes. A son départ du poste de programmation, l'ensemble des voyants de l'automate sont verts, indiquant ainsi un fonctionnement nominal des équipements mis en œuvre ;

Vers 8h15, après réalisation des formalités d'admission et de pesage à vide, un premier camion se positionne au niveau de l'aire de déchargement ; à noter la présence de 4 autres camions sur site, en attente de prise en charge par le personnel COOPERL ;

Au cours de son déplacement à pied entre la zone de pesée et la zone de déchargement, le conducteur d'installation lève les yeux et constate le dégagement d'une épaisse fumée noire au niveau du sommet de la tour dans laquelle se trouvent les élévateurs à grains ;

Suite à cette observation, il réalise les actions suivantes :

- évacuation des camions et mise en sécurité des personnels au point de rassemblement,
- appel des pompiers de Guingamp,
- information de son collègue travaillant sur un autre site de COOPERL (Plénée-Jugon),
- coupure de l'électricité sur l'ensemble du site,
- positionnement à l'entrée du site pour accueillir les pompiers et les diriger sur la zone impactée.

Les pompiers arrivent sur site vers 8h30 et constatent un départ de feu au niveau du moteur de l'élévateur E02. Celui-ci est éteint à l'aide de 6 extincteurs récupérés dans les différents étages du local entourant les silos.

L'intervention des pompiers se termine vers 10h.

L'inspection des installations classées est alors prévenue par le responsable Sécurité du site de Grâces.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
2	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Mesures d'urgence

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
6	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Information de l'inspection en cas d'incident	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
4	Consignes de sécurité et procédures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
5	Formation des personnels	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au départ de feu du moteur de l'élévateur E02 du site COOPERL de Grâces, l'inspection s'est rendue sur place pour échanger avec l'exploitant.

Il a été constaté que les équipements en place sont relativement anciens.

Le jour de l'inspection l'exploitant n'était pas en mesure d'identifier la cause profonde du départ de feu.

Des consignes de sécurité existent et le personnel présent au moment de l'incident est formé à la

fois aux risques électriques et en SST. De ce fait, il a su mettre en œuvre les actions qui ont permis d'éviter un développement de l'incendie et une intervention rapide du service de secours.

Au final, le départ de feu n'a pas eu d'impact sur l'environnement.

Toutefois, compte-tenu des conclusions du certificat Q18 rédigé le 25/04/2023, suite à la vérification des installations électriques utilisée par COOPERL Arc Atlantique, l'inspection propose au préfet un arrêté de mesure d'urgence visant à interdire l'exploitation des installations de stockage tant que les travaux de mise en conformité des installations électriques n'auront pas été réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information de l'inspection en cas d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
Thème : Risques accidentels, Information de l'inspection en cas d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : le 11/12/2023, un départ de feu s'est déclaré au niveau de l'élévateur E02 du site de stockage de céréales exploité par la société COOPERL Arc Atlantique sur la commune de Grâces. A l'issue de l'intervention du SDIS22, l'exploitant a téléphoné à l'inspection des installations classées afin de l'avertir de l'incident. Cet appel a été complété par une fiche de notification d'accident/incident transmise le jour-même, vers 16h, ainsi que par la copie du bon d'intervention de l'entreprise spécialisée LEDU, appelée pour diagnostiquer l'état du moteur et la possibilité de remettre en état la ligne de transport des grains. L'inspection demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- lui transmettre dans un délai de 15 jours un rapport identifiant les causes de l'échauffement du moteur,- l'informer des suites de l'incident, notamment en ce qui concerne :<ul style="list-style-type: none">- la date de remise en état des moyens d'intervention contre l'incendie ayant été utilisés (remplacement des 6 extincteurs),- les travaux, contrôles et vérifications réalisés en vue de reprendre l'activité,- la date de reprise du fonctionnement nominal de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
--

Thème : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

[...]

- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Depuis plusieurs années, les contrôles des installations électriques des installations du site de Grâces mettent en évidence la présence de non-conformités, dont certaines de façon récurrente. Parmi les dangers déjà signalés et pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion figuraient :

- la présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique,
- l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités,
- la présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques,
- l'existence de locaux à risques d'incendie et/ou zones à risque d'explosion pour lesquels l'installation ne répond pas aux préconisations réglementaires.

Cet état de fait avait notamment justifié la prise d'un arrêté de mise en demeure le 28/05/2019 qui n'avait pu être levé sur ce point suite à l'inspection du 29/11/2021 par manque de réalisation des travaux nécessaires.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a fourni :

- le compte-rendu Q19, référencé n° 23201847.01, réalisé par l'APAVE suite au contrôle du 28/09/2023 sur le site de Grâces, qui présente le résultat de l'analyse thermographique de certaines des installations électriques des bureaux et du bâtiment de stockage. Ce rapport conclut que les installations vérifiées présentent un faible risque d'incendie et ne présente pas d'anomalie au moment de la vérification ;

- le compte-rendu Q18, référencé n° 2230991-001-4, rédigé par l'APAVE suite au contrôle mené du 18 au 20/04/2023 sur le site de Grâces. Ce rapport indique la présence de 60 non-conformités et conclut sur le fait que cette installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Au vu de cette conclusion, l'inspection propose au préfet de signer un arrêté de mesures d'urgence interdisant l'exploitation des installations tant que l'exploitant n'aura pas réalisé les

travaux nécessaires permettant d'écarter le risque d'incendie ou d'explosion. L'exploitant devra fournir à l'inspection le contrôle des installations électriques rénovées ainsi que le certificat Q18 associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence

N° 3 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème : Risques accidentels, Poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>le 12/12/2023, l'inspection a constaté la présence de grains et poussières dans les locaux entourant les silos.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le nettoyage était réalisé manuellement, à l'aide de balais. Les poussières sont alors déposées dans un contenant dédié, puis évacuées vers un site de méthanisation.</p> <p>Un nettoyage plus poussé des locaux et des silos est réalisé une fois par an, généralement au printemps, lorsque les capacités de stockage sont vides.</p> <p>A ce jour, il n'existe ni consigne concernant l'usage du balai, ni plan de nettoyage formalisé.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que, dans les stockages de céréales et autres produits susceptibles de former des poussières inflammables, l'usage du balai doit rester exceptionnel et lui conseille de s'équiper d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration comme indiqué à l'article 13 de l'arrêté du 29/03/2004.</p> <p>De même, l'exploitant transmettra à l'inspection un plan de nettoyage de ses locaux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Consignes de sécurité et procédures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème : Risques accidentels, Consignes de sécurité et procédures d'exploitation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> <p>Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 12/12/2023, l'inspection a constaté l'affichage d'une consigne de sécurité au niveau du poste de commandement des silos et au niveau des bureaux administratifs.</p> <p>Cette consigne indique notamment les noms des personnes et les numéros devant être appelés en cas d'urgence ainsi que les premières actions devant être menées (alerter, évacuer les locaux et mise en sécurité des personnes présentes sur le site).</p> <p>Elle est complétée d'une part par des plans d'évacuation positionnés aux différents étages des locaux accueillant les silos et, d'autre part, par une procédure "EVENEMENT" propre à la COOPERL qui indique au personnel la démarche à suivre en cas d'évènement impactant la sécurité du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Formation des personnels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Formation des personnels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'activité réalisée sur le site COOPERL de Grâces se fait sous la surveillance du conducteur des installations présent dès lors qu'un transfert de céréales est programmé.</p> <p>Pour pouvoir travailler à la COOPERL, sur le site de Grâces, ces personnes doivent avoir suivies des formations spécifiques, notamment en termes d'habilitation électrique.</p> <p>L'entreprise s'assure qu'elles suivent également une formation spécifique à la SST, soit en interne, soit auprès d'organismes spécialisés.</p> <p>L'exploitant n'a pas précisé le 12/12/2023 si le plan de formation de ses personnels faisait l'objet d'un suivi spécifique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Documents de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème : Risques accidentels, Plans
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : -les plans, en particulier, pour les installations concernées : -les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques, mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; [...] Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.
Constats : le 12/12/2023, l'exploitant ne disposait pas de plan pouvant être mis à disposition des services de secours sur lequel apparaîtrait les zones à risques clairement identifiées et le positionnement des moyens de lutte contre l'incendie.
L'inspection demande à l'exploitant de réaliser ce type de plan.
Type de suites proposées : Susceptible de suites